



KPMG SA
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association Fonjep

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025
Association Fonjep
51 Rue de l'Amiral Mouchez - 75013 PARIS

KPMG SA, société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association Fonjep

51 Rue de l'Amiral Mouchez - 75013 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de l'association Fonjep,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Fonjep relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 2.3 Changement de méthode comptable » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 12 juin 2026

KPMG SA

Erik

Boulois

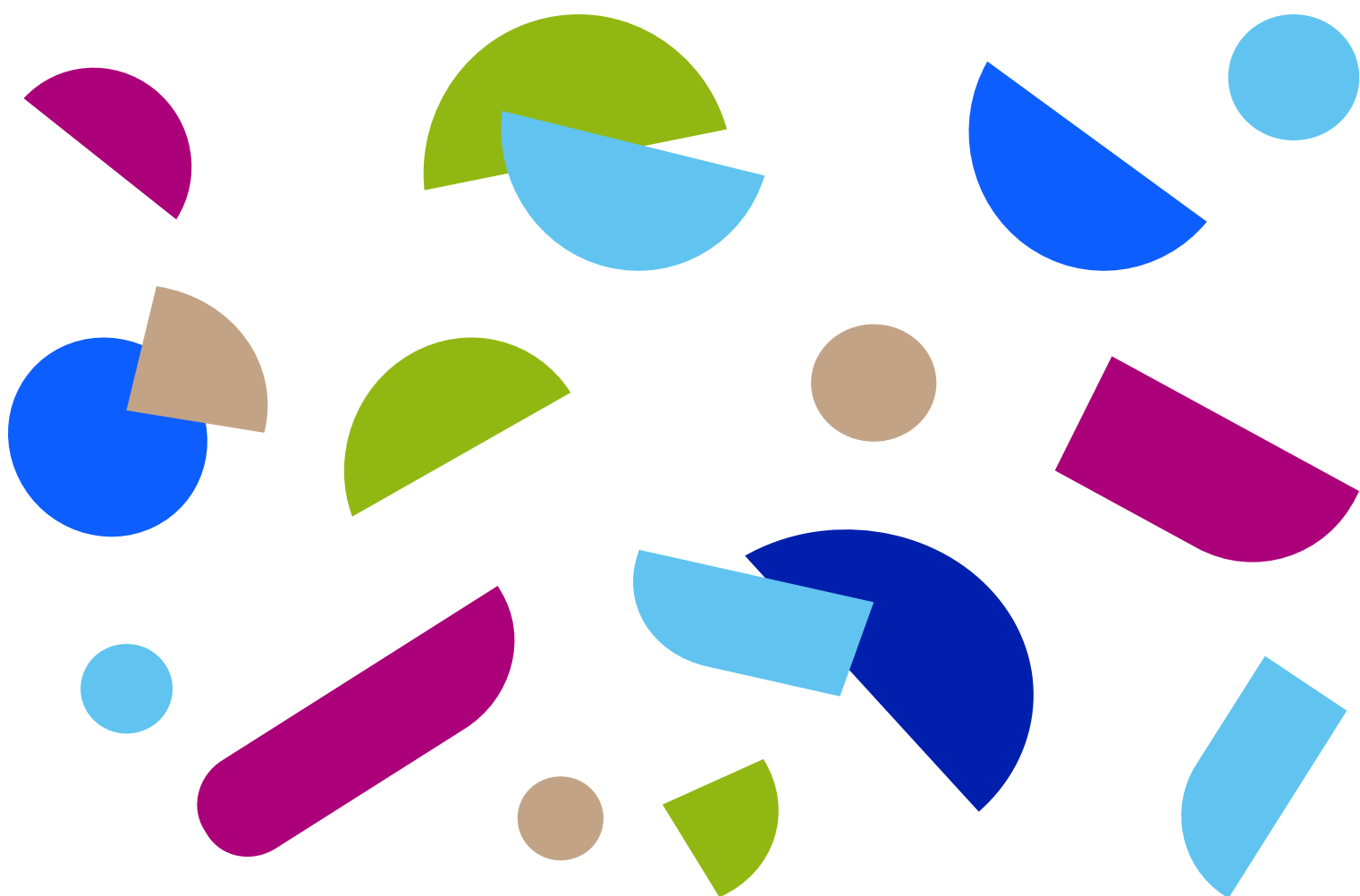
Signature
numérique de
Erik Boulois

Date :
2026.06.12
13:15:47 +02'00'

Erik Boulois

Associé

COMPTES 20 ANNUELS 25



SOMMAIRE ●

● Bilan et compte de résultat 2025

1	Bilan	3
1.1	<i>Actif</i>	3
1.2	<i>Passif</i>	4
2	Compte de résultat au 31/12/2025	5

● Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2025

1	Présentation de l'association	7
1.1	<i>Objet social</i>	7
1.2	<i>Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées</i>	7
1.3	<i>Description des moyens mis en œuvre</i>	9
2	Faits majeurs de l'exercice	9
2.1	<i>Evènements principaux de l'exercice</i>	9
2.2	<i>Principes, règles et méthodes comptables</i>	9
2.3	<i>Changement de méthode comptable</i>	10
3	Informations relatives au bilan	10
3.1	<i>Bilan actif</i>	10
3.2	<i>Bilan passif</i>	14
4	Informations relatives aux comptes de résultat	17
4.1	<i>Ventilation des produits d'exploitation</i>	17
4.2	<i>Ventilation de l'effectif moyen</i>	17
5	Autres informations	17
5.1	<i>Informations relatives à la rémunération des dirigeants</i>	17
5.2	<i>Bénévolat et contributions volontaires en nature</i>	18
5.3	<i>Honoraires des commissaires aux comptes</i>	18
5.4	<i>Informations relatives au contrôle budgétaire et comptable ministériel</i>	18
5.5	<i>Evènements post-clôture</i>	18

Bilan et compte de résultat 2025 ●

1 Bilan

1.1 Actif

Actif			Exercice au 31/12/2025			Exercice précédent	
			Montant brut	Dépréciation	Montant net	au 31/12/2024	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	778 003	778 003		54 861	
		Frais de recherche et de développement					
		Donations temporaires d'usufruit					
		Concessions, brevet, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires					
		Autres immobilisations incorporelles					
		Immobilisations incorporelles en cours					
		Avances et acomptes					
		TOTAL	778 003	778 003		54 861	
	Immobilisations corporelles	Terrains	261 288	1 085 705	261 288	261 288	
		Constructions	1 534 396		448 691	483 419	
		Inst. techniques, mat. out. Industriels	104 290		78 796	25 494	19 998
		Autres immobilisations corporelles					
		Immobilisations corporelles en cours					
		Avances et acomptes					
		Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
		TOTAL	1 899 973	1 164 501	735 472	764 705	
	Immobilisations financières	Participations	1 101 466		1 101 466	1 101 466	
		Titres de participation					
		Créances rattachées à des participations					
		Autres titres immobilisés					
		Prêts	19 000		19 000	26 000	
		Autres immobilisations financières					
			TOTAL		1 120 466		1 120 466
TOTAL I			3 798 442	1 942 504	1 855 938	1 947 032	
Actif circulant	Créances	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 235 799	42 491	1 193 308	1 595 304	
		Créances reçues par legs ou donations					
		Autres créances					
		Charges constatées d'avance					25 042
		TOTAL	1 260 841	42 491	1 218 350	1 633 476	
	Divers	Valeurs mobilières de placement	39 378 554		39 378 554	54 133 492	
		Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Disponibilités							
TOTAL II			40 639 396	42 491	40 596 905	55 766 968	
Frais d'émission d'emprunt (III)							
Primes de remboursement des emprunts (IV)							
Ecart de conversion - Actif (V)							
TOTAL DE L'ACTIF (I+II)			44 437 838	1 984 995	42 452 843	57 714 000	

1.2 Passif

Passif (avant répartition)			Exercice au 31/12/2025	Exercice au 31/12/2024
Fonds propres	Sans droit de reprise	Fonds associatifs sans droit de reprise		
		Fonds propres statutaires		
		Fonds propres complémentaires	9 307 031	8 907 771
	Avec droit de	Fonds propres avec droit de reprise		
		Fonds propres statutaires		
		Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation			
	Réserves	Réserves statutaires ou contractuelles		
		Réserves pour projet de l'entité	1 920 311	2 212 654
		Autres		
Fonds propres	Autres fonds	Report à nouveau		
		Excédent ou déficit de l'exercice	-220 646	106 918
		SITUATION NETTE	11 006 696	11 227 342
	Autres fonds	Subventions d'investissement		
		Provisions réglementées		
		TOTAL I	11 006 696	11 227 342
	Autres fonds	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
		Fonds dédiés		
		TOTAL FONDS REPORTES ET DEBIES II		
	Provisions	Provisions pour risques	284 725	248 356
		Provisions pour charges		
Dettes	TOTAL PROVISIONS III		284 725	248 356
	Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
		Emprunts et dettes financières divers (3)	11 200	11 200
		Instruments de trésorerie		
		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	169 265	159 187
		Dettes des legs ou donations		
		Dettes fiscales et sociales	280 582	255 131
		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
		Autres dettes	30 687 099	45 737 140
		Produits constatés d'avance	13 276	75 644
Dettes	TOTAL IV		31 161 422	46 238 302
	ECART DE CONVERSION PASSIF IV			
	TOTAL DU PASSIF (I+II+III+IV)		42 452 843	57 714 000
	Renvois	Dettes sauf (1) à plus d'un an		
		Dettes sauf (1) à moins d'un an		
		(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
		(3) Dont emprunts participatifs		

● 2 Compte de résultat au 31/12/2025

Compte de résultat		Exercice au 31/12/2025	Exercice au 31/12/2024
Produits d'exploitation	Cotisations	15 542	17 005
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations		
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 716 412	1 750 570
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
Charges d'exploitation	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	21 808	4 341
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	161 810	139 396
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 915 571	1 911 312
	Achats de marchandises		
Charges d'exploitation	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	817 504	795 196
	Aides financières	71 000	40 000
	Impôts, taxes et versements assimilés	85 221	79 576
	Salaires	701 859	637 067
	Cotisations sociales	339 982	311 177
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	137 522	133 765
	Dotations aux provisions	36 369	56 727
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Reports en fonds dédiés		
Charges d'exploitation	Autres charges	114 239	150
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	2 303 696	2 053 657
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		-388 125	-142 346

Compte de résultat		Exercice au 31/12/2025	Exercice au 31/12/2024
Produits financiers	Produits financiers de participations Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	252 486	300 869
		252 486	300 869
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	3 332	3 602
		3 332	3 602
RESULTAT FINANCIER (III-IV)		249 154	297 267
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV)		-138 971	154 922
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V			68 873
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELS VI			31 476
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		0	37 397
Participation des salariés aux résultats (VII) Impôts sur les bénéfices (VIII)		81 675	85 401
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)		2 168 057	2 281 054
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)		2 388 703	2 174 136
EXCEDENT OU DEFICIT		-220 646	106 918
Produits Bénévolat Prestations en nature Dons en nature			
Charges Secours en nature Mise à disposition de biens et services Prestations en nature Personnel bénévole			

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2025

Date de clôture : 31/12/2025 | Montants exprimés en euros.

● 1 Présentation de l'association

1.1 Objet social

Le Fonds de Coopération de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire (Fonjep) est une association loi 1901 dont le fonctionnement est cogéré pour permettre la coopération entre les membres institutionnels (État, collectivités territoriales, leurs établissements publics) et les associations et autres organismes privés sans but lucratif concourant à la cohésion sociale.

Ses statuts (revus en 2013) indiquent que, « conformément aux termes de la loi du 23 mai 2006, son objet principal est de procéder au versement, pour le compte de l'État, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et selon les modalités qu'ils définissent des subventions destinées au financement de projets de solidarité internationale, à la rémunération de personnels des associations intervenant dans le domaine de la jeunesse, de l'éducation populaire, du sport, de la culture ou de la protection de l'environnement ou concourant à l'action sociale des collectivités publiques, ainsi qu'au versement des indemnités ou cotisations relatives au volontariat de solidarité internationale aux associations ou organismes agréés dans ce cadre.

Plus généralement, le Fonjep mène toutes actions propres à participer au financement du développement de la vie associative et contribue à sa promotion. Il engage toutes actions nécessaires pour atteindre ces objectifs. »

1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Postes Fonjep

Les « postes Fonjep » sont des subventions attribuées par l'État et les collectivités. Leur versement est réalisé par l'intermédiaire du Fonjep aux associations bénéficiaires. Ce dispositif permet de développer et de pérenniser un projet associatif dont la réalisation nécessite l'emploi d'un salarié permanent qualifié. Il vient essentiellement en appui des projets associatifs liés aux loisirs éducatifs des jeunes, à l'action sociale, à la culture, aux actions dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et en milieu rural, à l'accompagnement associatif.

Les postes Fonjep sont financés par :

- Le ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative/Direction de la jeunesse de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEVPA)
- Le ministère du Travail et des Solidarités/Direction générale de la cohésion sociale (DGCS)
- Le ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation–Ministère de la ville et du logement/Direction générale des collectivités locales (DGCL)/Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)
- Le ministère de la Culture/ Direction générale de la démocratie culturelle, des enseignements et de la recherche (DGDCE)
- Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) via l'Agence française de développement (AFD)

- Les collectivités locales

Solidarité internationale

En lien avec ses partenaires, le Fonjep assure la gestion financière, opérationnelle, et la promotion de plusieurs dispositifs de solidarité internationale financés par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et l'Agence française de développement (AFD). Quel que soit le public visé — jeunes ou adultes — l'objectif est de favoriser les engagements volontaires et solidaires en France et à l'international autour d'échanges interculturels, solidaires et durables.

Les dispositifs concernés sont :

- Les projets Jeunesses et solidarité internationale (ex JSI et VVSI)
- Le Volontariat de solidarité internationale, et VSI de réciprocité (VSI et VSI-R)
- Le Volontariat d'échanges et de compétences (VEC)
- L'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI)

PAJEP

Le Fonjep assure le portage administratif du Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (PAJEP) dont la mission est d'agir pour la sauvegarde et la mise en valeur des archives privées de jeunesse et d'éducation populaire ayant un rayonnement national.

Le Pajep est régi par une convention signée par six partenaires :

- La Djepva (Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative) avec l'appui opérationnel du Fonjep,
- Les Archives départementales du Val-de-Marne,
- Les Archives nationales,
- Le ministère de la Culture (Service interministériel des Archives de France),
- Les Archives nationales du monde du travail
- L'Association des déposants aux archives de la jeunesse et de l'éducation populaire (ADAJEP).

Il est financé par la DJEPVA, par les fonds propres du Fonjep, et par les contributions en nature des membres du Pajep qui mettent à disposition du temps de travail et pour certains des moyens matériels.

Les actions du Pajep s'appuient sur un comité scientifique composé de représentants des six partenaires du pôle, de personnes qualifiées et de représentants du monde universitaire et de la recherche. Une commission d'entrée des fonds valide, quant à elle, les lieux de conservation des fonds pris en charge.

Projets du Fonjep

Dans le cadre de sa mission de soutien au projet associatif, le Fonjep accompagne les réflexions des associations de jeunesse et d'éducation populaire et des pouvoirs publics sur les grands enjeux de demain et les transformations qui les accompagnent.

Pour concrétiser cette orientation, deux types d'initiatives sont déployées :

- Des rencontres thématiques régulières, dites « Projep », sont proposées par la commission prospective. Elles mêlent acteurs de l'éducation populaire et chercheurs, et visent à explorer les défis majeurs auxquels sont confrontées les associations pour nourrir la réflexion sur les évolutions des projets associatifs et les politiques publiques qui pourraient les soutenir. Chaque rencontre donne lieu à des actes et à une vidéo des échanges.

- Des recherches-actions participatives sur des sujets clés, pour nourrir la connaissance et faire évoluer les pratiques dans un dialogue entre terrain, recherche et pouvoirs publics. Ces recherches-actions donnent lieu à des productions variées pour permettre au plus grand nombre de s'approprier ce travail de façon pratique : écrits, vidéos, outils, podcasts, etc. Après 7 années de travail sur les modèles socio-économiques des associations, qui ont abouti à la production d'un corpus scientifique, d'outils méthodologiques et du Kit « JEP'Ambitions » diffusé à plus de 1000 exemplaires, le Fonjep a lancé depuis 2024 une nouvelle expérimentation sur l'évaluation coconstruite des actions associatives. Cette dernière mobilise 4 équipes de chercheurs et 10 terrains d'expérimentation. Les conclusions seront rendues en juin 2026.

1.3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites ci-dessus sont les suivantes :

Investissements

Engagés dans l'exercice mais non terminés à la clôture : 11,3 K€, dont 4,9K€ pour l'achat de PC portable et 6,4K€ pour l'achat de mobilier de bureau.

Ressources humaines

L'effectif moyen sur l'année était de 12 salariés.

● 2 Faits majeurs de l'exercice

2.1 Evènements principaux de l'exercice

Ministères

En 2025, tous les ministères ont mis en place une convention de mandat :

- Ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative
- Ministère de la Culture
- Ministère de la Ville et du Logement
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

L'Agence française de développement (AFD) a pour sa part signé une convention de financement.

2.2 Principes, règles et méthodes comptables

Les documents dénommés « états financiers » comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement des comptes annuels.

Le fait générateur des cotisations est l'émission des appels de cotisations envoyés aux adhérents.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement 2023-03 du 7 juillet 2023 en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers, et avec le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

2.3 Changement de méthode comptable

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, le Fonjep a appliqué pour la première fois les règlements ANC n°2022 06 et 2023-03 relatif à la modernisation des états financiers.

L'application de ces règlements constituent un changement de méthode comptable imposé par un changement de réglementation au sens des articles 122 1 et 831 3 du Plan Comptable Général.

Ce changement est appliqué de manière prospective.

Les principales modifications concernent :

- la nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la création / modification de comptes du plan comptable général ;
- l'introduction de nouveaux modèles de bilans, comptes de résultat et tableaux normés en annexe.

Conformément à l'article 27 du règlement, les postes de N-1 ont été reclassés uniquement aux fins de présentation, afin de permettre leur comparabilité avec les nouveaux modèles. Aucun retraitement n'a été effectué sur le résultat exceptionnel ni sur les transferts de charges de l'exercice N -1.

L'application des règlements ANC n°2022 06 et 2023 03 génèrent les principaux impacts suivants sur les postes du bilan et du compte de résultat de l'exercice N :

Les charges et produits anciennement présentés en résultat exceptionnel ont été présentés en autres produits d'exploitation pour 18 467 € et en autres charges d'exploitation pour 113 097 et en dotations aux amortissements et aux dépréciations pour 42151 €.

3 Informations relatives au bilan

3.1 Bilan actif

Immobilisations incorporelles - Mouvements principaux

Type d'immobilisations	Au 31/12/2024	Acquisitions	Cessions ou mise au rebut	Au 31/12/2025
Logiciels	189 799 €			189 799 €
Développement applicatif	588 204 €			588 204 €
Total	778 003 €			778 003 €

Immobilisations incorporelles – Amortissements pour dépréciation

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	3 ANS

Immobilisations corporelles – Mouvements principaux

Type d'immobilisations	Au 31/12/2024	Acquisitions	Cessions ou mise au rebut	Au 31/12/2025
Terrain et construction	1 795 683 €	0 €		1 795 683 €
Matériels de bureau et informatique	64 269 €	4 894 €		69 163 €
Mobilier de bureau	28 745 €	6 382 €		35 127 €
Total	1 888 697 €	11 276 €		1 899 973 €

- Acquisition pour 11 276€ liée à l'achat de PC portable et de mobilier de bureau.

Immobilisations corporelles – Méthode d'amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions : composant structure	Linéaire	50 ANS
Constructions : composant menuiserie	Linéaire	25 ANS
Constructions : composant chauffage	Linéaire	25 ANS
Constructions : composant électricité	Linéaire	25 ANS
Constructions : composant plomberie	Linéaire	25 ANS
Constructions : composant étanchéité	Linéaire	15 ANS
Constructions : composant ravalement	Linéaire	15 ANS
Constructions : composant ascenseurs	Linéaire	15 ANS
Installations techniques, matériel et outillage industriels	Linéaire	10 ANS
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	4 ANS
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ANS

Amortissement des immobilisations

Types d'immobilisations	Amortissement au 31/12/2024	Dotations 2025	Reprises 2025	Amortissement au 31/12/2025
Logiciels	189 799 €			189 799 €
Développement applicatif/extranet	533 343 €	54 861 €		588 204 €
Constructions	784 143 €	27 401 €		811 544 €
Agencements	266 834 €	7 326 €		274 160 €
Matériel de bureau et informatique	51 165 €	3 671 €		54 836 €
Mobilier de bureau	21 851 €	2 109 €		23 960 €
Total	1 847 134 €	95 368 €		1 942 503 €

Les Immobilisations financières

Variations

Nature des éléments de l'actif circulant	Solde au 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Solde au 31/12/2025
106 053 PARTS SOCIALES BRED	1 101 466 €		0 €	1 101 466 €
PRÊTS	26 000 €		7 000 €	19 000 €
TOTAUX	1 127 466 €		23 000 €	1 120 466 €

Parts sociales

Nature des éléments de l'actif circulant	Valeur au bilan au 31/12/2025	Cours à la clôture de l'exercice	Plus ou moins-values latentes
106 053 PARTS SOCIALES BRED	1 101 466 €	1 135 420 €	33 954 €
TOTAUX	1 101 466 €	1 135 420 €	33 954 €

Soit une plus-value latente de 33 954€.

Remboursement et dépréciation des immobilisations financières

Types d'immobilisations financières	Mode	Montant Brut 31/12/2024	Remboursement	Montant Brut 31/12/2025	Échéances à moins d'un an	Échéances de 1 à 5 ans
Prêts	Échéancier	26 000 €	7 000 €	19 000 €	6 000 €	13 000 €

Créances

Créances de l'actif circulant	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créances usagers et comptes rattachés			
<i>Autres créances</i>			
Créances liées au fonctionnement	6 473 €	6 473 €	
Créances liées au personnel	1 993 €	1 993 €	
Créances liées à la gestion des postes	852 844 €	852 844 €	
Créances liées à la Solidarité Internationale	374 489 €	374 489 €	
TOTAL	1 235 799 €	1 235 799 €	

Les créances usagers et comptes rattachés sont ventilés en « Autres créances ».

Les autres créances se ventilent de la façon suivante :

Créances liées au fonctionnement :

- L'acompte fonds de travaux copropriété pour 4 091€.
- Les produits à recevoir copropriétaire pour 1 397€.
- Les avoirs à recevoir pour 985€.

Créances liées au personnel :

- Les produits à recevoir concernant le personnel pour 1 993€.

Créances liées à la gestion des postes :

- Les cotisations pour 1 235€.
- Les financements concernant les postes Fonjep à recevoir par les collectivités pour 297 473€.
- Les avances aux associations pour 554 136€.

Créances liées à la Solidarité Internationale :

- La couverture sociale exercice antérieur à recevoir pour 1 896€.
- Les avances à la Caisse des Français à l'étranger pour 2 397€.
- Les produits à recevoir ONG/Aides pour 42 508€.
- Les produits à recevoir ONG/CFE pour 292 388€.
- Les produits à recevoir JSI/VVSI pour 35 300€.

Provisions créances usagers et comptes rattachés

Type de provisions	Solde au 31/12/2024	Dotations	Reprises	Solde au 31/12/2025
Provisions créances douteuses	12 813 €		12 813 €	0 €
Provisions trop-versés aux associations	9 335 €	42 151 €	8 995 €	42 491 €
Total	22 148 €	42 151 €	21 808 €	42 491 €

Les disponibilités

La distinction entre la trésorerie du Fonjep et celle des financeurs est en cours de réalisation, avec la création de comptes bancaires individualisés par financeur.

Les charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 25 043 €.

3.2 Bilan passif

Fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	8 907 771 €	399 260 €			9 307 031 €
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	2 212 654 €	-292 342 €			1 920 312 €
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	106 918 €	-106 918 €	-220 646 €		-220 646 €
Situation nette (sous-total)	11 227 343 €				11 006 697 €
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	11 227 343 €	0 €	-220 646 €		11 006 697 €

La qualification des fonds propres de l'association est en cours de revue afin de distinguer les fonds propres sous contrôle des financeurs, via un reclassement en « fonds propres avec droit de reprise » lors de l'assemblée générale de 2026, et les fonds propres associatifs.

Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges	Provisions au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Provisions à la fin de l'exercice
Indemnité Départ en Retraite	248 356 €	36 369 €		284 725 €
TOTAUX	248 356 €	36 369 €		284 725 €

Engagements pris en matière de retraite

Le montant global de l'engagement en matière d'indemnités de fin de carrière a été estimé à 284 725 € et correspond à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles (convention collective de l'animation) auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Le calcul a été effectué selon une méthode prospective qui prend en compte l'ancienneté, l'espérance de vie et le taux de rotation du personnel, ainsi que des hypothèses de revalorisation (1,5 %), d'actualisation (3,5 %), de turn-over (faible rotation) et de taux de charges sociales (64 %).

Le calcul a été effectué sur la base d'un départ volontaire des salariés entre 62 et 67 ans afin de tenir compte de la réglementation en vigueur.

Il tient également compte cette année, du départ volontaire à la retraite d'un salarié.

État des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Dettes financières	11 200 €	11 200 €		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	171 062 €	171 062 €		
Dettes fiscales et sociales	280 582 €	280 582 €		
Autres dettes				
<i>Subventions à reverser financeurs/postes</i>	16 254 923 €	16 254 923 €		
<i>Subventions à reverser collectivités/postes</i>	25 239 €	25 239 €		
<i>Produits sur subventions à reverser/postes</i>	34 488 €	34 488 €		
<i>Couverture sociale Affaires Étrangères</i>	5 173 €	5 173 €		
<i>Charges à payer aux associations/Postes</i>	6 162 863 €	6 162 863 €		
<i>Restes à payer aux associations/Postes</i>	3 043 401 €	3 043 401 €		
<i>Avance sur convention AFD/Postes</i>	964 720 €	964 720 €		
<i>Subvention à reverser MEAE/SI</i>	2 718 838 €	2 718 838 €		
<i>Aides/projets SI à reverser aux associations</i>	1 475 656 €	1 475 656 €		
Produits constatés d'avance	13 276 €	13 276 €		
TOTAL	31 161 422 €	31 161 422 €		

- Les dettes financières de 11 200 € correspondent à la caution versée par le nouveau locataire Appitel.
- Les dettes fournisseurs et comptes rattachés correspondent aux charges à payer pour 34 339€ et aux factures non parvenues pour 136 723€.
- Les dettes fiscales et sociales pour 280 582 €.
- Les autres dettes se ventilent de la manière suivante :
 - Les subventions concernant les postes Fonjep à reverser aux ministères pour 16 254 923 € et aux collectivités pour 25 239€.
 - Les produits financiers à reverser liés aux financements reçus pour 34 488 €.
 - La convention volontariat pour 5 173 €.
 - Les charges à payer aux associations/postes pour 6 162 863 €.
 - Les restes à payer aux associations/postes pour 3 043 401 €.
 - L'avance sur convention AFD/Postes pour 964 720 €.
 - Le solde à reverser au MEAE dans le cadre du Volontariat et du programme Jeunesse Solidarité Internationale pour 2 718 838 €.
 - Les soldes à reverser aux associations dans le cadre du Volontariat et du programme Jeunesse Solidarité Internationale pour 1 475 656 €.

Les produits constatés d'avance pour 13 276€, comprennent les cotisations pour 76 € et l'avance de la subvention de fonctionnement AFD pour 13 200€.

Tableau de suivi des reliquats, charges à payer, restes à payer par financeur – Exercice 2025 (reddition des comptes)

	Montant conventionné avec l'Etat en 2025	Montant de l'Etat versé au Fonjep pour le versement des postes en 2025**	Reliquat libre antérieur au 1er janvier 2025	Montant des postes consommés sur reliquat libre antérieur au 1er janvier 2025	Montant des postes consommé sur subvention Etat 2025	Montant consommé postes en 2025 (dont frais de gestion des postes)	Charges à payer postes en 2025 (hors frais de gestion des postes)	Total consommé des postes en 2025 (dont frais de gestion des postes)	Restes à payer postes 2025	Reliquat libre postes au 31/12/2025
Ressources		A	B	C	D	E = (C+D)-F	F	G = (E+F)	H	I = (A+B-E-G)
Subventions										
MENJS*/JEP	30 480 099 €	28 756 011 €	7 672 632 €	7 672 632 €	21 252 316 €	26 096 924 €	2 828 025 €	28 924 949 €	1 263 551 €	6 240 144 €
MENJS*/COHESION SOCIALE	4 261 374 €	4 261 374 €	2 197 700 €	2 197 700 €	2 562 486 €	4 030 189 €	729 997 €	4 760 186 €	282 978 €	1 415 910 €
MENJS*/CRIB-GUIDE AS	6 999 537 €	2 809 926 €	5 022 736 €	5 022 736 €	993 532 €	5 524 638 €	491 630 €	6 016 268 €	134 922 €	1 681 472 €
MENJS*/FONJEP JEUNES	- €	- €	9 845 374 €	4 254 222 €	- €	3 700 197 €	554 025 €	4 254 222 €	484 764 €	5 106 388 €
PROGRAMME 147/DGCL/ANCT	10 846 296 €	9 043 525 €	2 760 022 €	2 760 022 €	6 900 382 €	8 495 727 €	1 164 677 €	9 660 404 €	654 909 €	1 488 235 €
CULTURE	925 022 €	925 022 €	89 937 €	89 937 €	821 510 €	848 513 €	62 934 €	911 448 €	15 514 €	87 998 €
AFD	1 060 960 €	1 060 960 €	139 313 €	139 313 €	756 502 €	838 117 €	57 698 €	895 815 €	206 763 €	97 695 €
AGRICULTURE	- €	- €	137 081 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	137 081 €
MEAE	14 680 000 €	12 507 624 €	2 237 138 €	64 762 €	11 961 162 €	12 025 924 €	- €	12 025 924 €	- €	2 718 838 €
TOTAL	69 253 288 €	59 364 442 €	30 101 933 €	22 201 325 €	45 247 889 €	61 560 228 €	5 888 985 €	67 449 213 €	3 043 401 €	18 973 761 €

* MENJS : Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports

**Ces montants ne comprennent pas les frais de gestion qui ont été versés au FONJEP conformément aux montants prévus dans la convention de mandat

État des facturations collectivités

Trop-perçus années antérieures à reverser aux collectivités au 31/12/2025	Facturations collectivités 2025	Frais de gestion 2025	Total facturations 2025	Montants reçus des collectivités en 2025	Reste à recevoir en 2025	Trop-perçus 2025 à reverser aux collectivités	A reverser aux collectivités
a	b	c	d = (b+c)	e	f	g = (e+f-d)	h = (a+g)
18 134,00 €	2 549 183,78 €	820,00 €	2 550 003,78 €	2 259 635,78 €	297 473,00 €	7 105,00 €	25 239,00 €

État des adhésions en 2025

Cotisation des affiliations 2025	15542€
Dont cotisations non réglées au 31/12/2025	1235€

● 4 Informations relatives aux comptes de résultat

4.1 Ventilation des produits d'exploitation

Ventilation des produits d'exploitation	2025	2024
Subventions de fonctionnement des postes Fonjep	1 297 215 €	1 316 519 €
Autres produits AFD	24 196 €	15 509 €
Cotisations	15 542 €	17 005 €
Produits Pajep	55 000 €	78 542 €
Produits de fonctionnement Programme Jeunesse et Volontariat	340 000 €	340 000 €
Locations	134 716 €	133 396 €
Subvention – Aide au recrutement	4 000 €	6 000 €
Transfert de charges	0 €	4 341 €
Produits divers de gestion	2 514 €	
Fonctionnement postes exercices antérieurs	18 467 €	
Reprise trop versé associations	8 995 €	
Reprise provisions créances douteuses	12 813 €	
Produits sur services ex antérieurs	2 112 €	
TOTAUX	1 915 571 €	1 911 312 €

4.2 Ventilation de l'effectif moyen

Catégories	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
- CADRES	8	
- NON-CADRES	3	
- STAGIAIRES	0	
- CONTRAT D'APPRENTISSAGE	1	
- CDD	0	
- FONCTIONNAIRE		0
TOTAL	12	0

● 5 Autres informations

5.1 Informations relatives à la rémunération des dirigeants

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi n° 2006—586 du 23 mai 2006, l'association est tenue de publier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés.

L'article 18 des statuts de l'association relatif au rôle de délégué(e) général(e) indique que « L'administration courante du Fonjep est assurée par un secrétariat permanent dirigé par un(e) délégué(e) général(e), assisté(e), le cas échéant, d'un(e) délégué(e) général(e) adjoint(e), dont les responsabilités sont définies par le Conseil d'Administration. ».

En l'occurrence, les décisions stratégiques sont prises par les membres du Bureau de l'association. Les trois plus hauts cadres dirigeants du Fonjep (le président, le trésorier, et le secrétaire général) sont bénévoles et le montant de leur rémunération est nul.

5.2 Bénévolat et contributions volontaires en nature

Les missions réalisées par les administrateurs dans le cadre de leur mandat associatif, y compris les contributions volontaires et le bénévolat afférents à leurs fonctions de gouvernance ne font pas l'objet d'une valorisation comptable.

En effet, ces contributions ne présentent pas un caractère significatif au regard de l'activité globale et des enjeux financiers de l'association. En conséquence, et conformément au principe d'importance relative, l'association a fait le choix de ne pas comptabiliser ces éléments dans les comptes de l'exercice.

5.3 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC
Honoraires facturés au titre de la mission de contrôle légal des comptes	34 200 € TTC
Honoraires facturés au titre des services autres que la certification des comptes	
Honoraires totaux	34 200 € TTC

5.4 Informations relatives au contrôle budgétaire et comptable ministériel

Le contrôle financier du Fonjep par l'État, précédemment porté juridiquement par l'arrêté du 13 décembre 2000, est dorénavant porté par le décret 2022-499 du 7 avril 2022.

5.5 Événements post-clôture

Contrôle de la Cour des comptes

De juin à novembre 2025, la Cour des comptes a effectué un contrôle du dispositif d'aide et de l'association Fonjep sur les exercices 2019 à 2024. L'année 2024 correspondait au changement de conventionnement du Fonjep. Les ministères ont ainsi proposé au Fonjep des conventions de mandat. Le relevé d'observations provisoires, confidentiel, a été rendu en février 2026. Des réponses et informations complémentaires ont été apportées en mars 2026 par les différentes parties prenantes du Fonjep à qui la Cour avait adressé ce relevé ou des extraits de ce relevé. Le président, accompagné du secrétaire et du trésorier, a été entendu par la Cour pour présenter ses réponses. La DJEPVA a également été entendue. Le rapport définitif de la Cour est attendu en juin 2026.

Départ de Frédéric Harstrich

Frédéric Harstrich, délégué général adjoint du Fonjep et responsable de la gestion des postes Fonjep est parti à la retraite fin février 2026 après 42 années de bons et loyaux services. Un travail de transmission de connaissances a été mené en lien avec le cabinet Implicit pour préparer son remplacement et assurer la formalisation de sa riche expérience. Ce fut l'occasion de repenser le profil de poste, notamment pour davantage relier le pôle comptabilité et le pôle gestion des postes. La personne qui le remplace occupe désormais la fonction de "responsable comptabilité, contrôle et gestion des dispositifs".

Les adhésions à l'association Fonjep

L'assemblée générale du juin 2025 a voté en faveur d'une évolution de la cotisation des adhérents à compter du 1^{er} janvier 2026 qui passe de 19€ pour tous les adhérents à une cotisation différenciée en fonction du budget de l'association. Ce nouveau calcul entraine une hausse des cotisations pour tous les adhérents, mais principalement pour les associations dont le budget est supérieur à 210 000€.

BUDGET DE L'ASSOCIATION EN EUROS	COTISATION ENVISAGEE EN 2026
Jusqu'à 210 000 euros	30€
Entre 210 000 et 430 000 euros	150€
Au-delà de 430 000 euros	600€

Projet associatif

Ce qui était nommé auparavant projet associatif devient projet du Conseil d'administration et sera financé sur les seuls fonds propres associatifs.

